

## La voix de l'Opposition de gauche

### La voix des néo conservateurs en France ou du Nouvel ordre mondial.

01.01.2013

Avant-propos.

Nous sommes des militants ouvriers nous réclamant du marxisme, du socialisme, de la révolution d'Octobre, de la révolution socialiste internationale, de la révolution permanente, nous sommes internationalistes, à ce titre nous combattons pour l'établissement d'un nouvel ordre mondial social ou socialiste qui sera bâti sur les cendres du vieux monde capitaliste qui de son côté combat pour l'établissement d'une dictature mondiale qu'il a nommé trompeusement Nouvel ordre mondial, sans en préciser la nature et pour cause. C'est à ce titre que nous y faisons référence, car nous combattons aussi l'opportunisme qui s'est développé autour du combat contre ce Nouvel ordre mondial des capitalistes. Des intellectuels se sont emparés de ce thème, leur objectif est manifestement différent du nôtre, il repose sur l'illusion qu'il serait possible de réformer le capitalisme, finalement plus ou consciemment ils font le jeu de notre ennemi.

Un article commenté d'Eric Le Boucher, journaliste, chef de service, chroniqueur économique au journal Le Monde, depuis 2008 directeur de la rédaction d'Enjeux-Les Echos, un des fondateurs du portail Slate.fr qui publie notamment des articles de Copé et Attali, entre autres références infréquentables.

Ce farouche réactionnaire est un partisan acharné de la politique ultra libérale de Milton Fredman mise en oeuvre à la lettre aux Etats-Unis depuis R. Reagan et que le cartel des banquiers de la Fed a pris le contrôle de la totalité des institutions américaines.

Le Boucher ou le bourreau est un admirateur sans borne de "*Bill Clinton, Tony Blair, Gerhard Schröder, sans parler des sociaux-démocrates scandinaves, australiens ou néo-zélandais*" (Slate.fr 08.10.12), qui après M. Thatcher ont appliqué la même politique de dérégularisation à outrance de l'économie en faveur des plus riches tout en sabrant à la hache dans les budgets sociaux des Etats.

Que ce "*chef de service*" de la réaction intervienne dès le lendemain du rejet par le Conseil constitutionnel de la taxe de 75% sur les revenus supérieurs à 1 million d'euros prévue pour deux ans dans le budget 2013, qui en réalité ne devait concerner environ que 1.500 personnes, qui auraient payé en moyenne 140.000 euros à ce titre (AFP 29.12), signifie après l'offensive lancée avec succès par le patronat au nom des créateurs d'entreprises (ceux qui se surnomment «pigeons»), que le Medef et l'oligarchie financière ne lâcheront rien, comme en Grèce, au Portugal ou en Espagne (dans une moindre mesure dans les autres pays de l'UE pour le moment), ils veulent pour ainsi dire nous faire la peau, nous réduire à l'état d'indigence, ramener notre niveau de vie ou notre condition d'existence des décennies en arrière ou davantage encore si possible, si nous les laissons faire, si nous sommes incapables de nous unir et de mobiliser la classe, de la dresser contre le régime en place, car c'est seulement si cette condition était réunie qu'ils reculeraient ou que nous pourrions lui infliger une première défaite importante qui stopperait provisoirement sa brutale offensive...

Au lieu de reproduire l'intégralité de cet article et de le commenter entre les lignes, j'ai préféré extraire les passages les plus significatifs et les commenter ensuite.

- *"La gauche n'en a pas fini de payer le coût de ses symboles. La gauche n'en a pas fini de payer le coût d'une analyse archaïque de la réalité économique et sociale. La gauche n'en a pas fini de payer sa soumission idéologique à l'extrême gauche."*

Les "*symboles*" se rapportent au socialisme que Le Boucher et ses maîtres haïssent par dessus tout, ils sont là mauvais joueurs ou d'une mauvaise foi terrible, car cela les arrange bien qu'un parti subordonné au capital se réclamant frauduleusement du socialisme parvienne encore à capter les voix et le soutien des classes ou des couches moyennes, qui sinon pourraient se tourner vers d'autres partis plus proches de la classe ouvrière, leur pire cauchemar demeurant qu'elles s'unissent contre le régime pour l'abattre.

Le PS a officiellement souscrit à l'économie de marché en 1983, au capitalisme, mais pour les raisons évoquées ci-dessus, et bien qu'il ait définitivement abandonné le combat pour le socialisme depuis bien plus longtemps en réalité, pas plus que l'UMP ou l'UDI il ne peut s'engager plus loin sur les traces de Blair ou Schröder sans prendre le risque que n'éclate immédiatement une crise politique qui fragiliserait dangereusement ou mettrait à nu le régime. Cela ne veut pas dire qu'il ne prendra pas ce risque. Il a fait bien pire dans le passé sous l'étiquette de la SFIO...

En observant de quelle manière la situation évolue en Grèce par exemple, après l'application de trois plans d'austérité drastiques successifs qui ont consisté à saigner à blanc l'ensemble des masses exploitées, qui se sont traduits par la paupérisation de pans entiers de la petite-bourgeoisie et des couches moyennes du prolétariat, l'instabilité politique est telle trois ans plus tard du fait de la résistance et du rejet de cette politique ultra réactionnaire conduites par le PASOK, puis par une coalition dirigée par la Nouvelle Démocratie à laquelle le PASOK participe, qu'il est à l'heure actuelle impossible d'en conclure que la réaction aurait vaincu ou serait parvenue à ses fins tant la situation sociale est explosive et la tension extrême entre les classes, les acquis qu'elle a engrangés ces trois dernières années peuvent être remis en cause à tout moment, et si jusqu'à présent le travail de maturation politique en cours chez les masses n'a pas débouché sur des objectifs politiques susceptibles de renverser la situation, autrement dit de se traduire par leur adhésion à une issue politique rompant avec le capitalisme et les institutions en place, rien ne dit qu'elles n'y parviendront pas, quoi qu'il en soit, elles ne sont pas défaites et elles continuent le combat quotidiennement avec les moyens dont elles disposent.

En Espagne et au Portugal, mais aussi en Italie et en Belgique, les masses ne s'avouent pas vaincues, elles conservent le potentiel de s'organiser et de se dresser contre le régime à tout moment.

Ces pays ont en commun avec la France d'avoir derrière eux une longue expérience de la lutte de classe, de posséder des syndicats qui n'émanent pas de la social-démocratie ou qui se sont développés indépendamment d'elle contrairement à l'Allemagne ou la Grande-Bretagne, où pour ainsi dire les principaux syndicats y sont intégrés, j'écris cela de mémoire et je n'ai pas révisé leur histoire respective pour vérifier depuis quand ou de quelle manière cette intégration s'est réalisée, peu importe, c'est en tout cas un fait établi de nos jours que chacun peut vérifier si nécessaire, ce qui n'est pas le cas en France.

Or, le PS doit en tenir compte, ce que Le Boucher lui reproche.

C'est sans doute ce qu'il veut dire quand il affirme que le PS serait toujours soumis à "*l'idéologique (de)l'extrême gauche*" qu'incarnent à ses yeux pas seulement la CGT ou d'autres syndicats, le Front de gauche, le POI, le NPA et LO, plus une multitude d'organisations et de groupes de militants qui se réclament du socialisme. Il ne veut pas comprendre ou admettre que le PS ne peut pas aller plus

loin dans sa soumission au capital sans favoriser le développement de ces partis et entraîner la rupture avec ces partis et les syndicats dont il a besoin pour mener à bien sa politique antisociale, qui aux yeux de ce représentant de la branche la plus à droite de la réaction manque d'audace ou ne va pas assez loin dans la remise en cause de tous nos acquis sociaux.

Le Medef et toutes les institutions du capital réclament aussi de la part du gouvernement qu'il se presse de mettre en oeuvre toute une panoplie déjà prête de contre-réformes structurelles brutales, Hollande s'y est engagé à le faire, à son rythme, à petite dose pour commencer, le temps que chacun des acteurs de cette mauvaise comédie revête et s'habitue au rôle qui lui a été imparti de manière à tester auprès de leur population respectives comment il est perçu avant d'aller plus loin. Brusquer les choses pourrait tout faire capoter, ce qu'ignore ou ne veut pas prendre en compte Le Boucher qui prend ses désirs pour la réalité et voudrait avancer avec un bulldozer, caractéristique commune à tous les dictateurs et leurs suppôts.

Plus loin, ce digne représentant du journal d'un banquier reproche à la droite française d'être aussi empêtrée dans ses contradictions que le PS et ses satellites.

- *"La droite a démontré, depuis 1995, qu'elle n'avait aucune idée précise et argumentée de ce que devait être la France au XXI<sup>e</sup> siècle, dans l'Europe et dans la mondialisation"*, l'idée qu'elle devrait en avoir devrait être calquée sur celle de leurs concepteurs, en réalité les commanditaires des institutions internationales mises en place après la Seconde Guerre mondiale, l'Union européenne, le FMI, la Banque mondiale, etc. c'est-à-dire, l'oligarchie financière qui contrôlent les principales banques et multinationales, et qui sont les architectes de la politique néo conservatrice ou ultra libérale que nous avons évoquée plus haut, et à qui elle doit profiter évidemment.

La suite nécessite une explication.

- *"Gauche et droite sont en réalité réunis dans une même vision d'une France idéologiquement bloquée sur un mode défensif depuis 1960. Les grandes perturbations qui se sont succédées depuis –la fin des ères agricole et industrielle et l'entrée dans l'économie des services, l'allongement des durées de vie, la scolarisation de masse, Mai 68 et l'individualisme, puis l'explosion des nouvelles technologies– n'ont été acceptées que dans la mesure où elles ne dérangent rien du «modèle»."*

Pour bien faire, pour ce porte-parole du Nouvel ordre mondial auquel doit aboutir à terme l'application de cette politique néo conservatrice, toutes les transformations qu'ont connu la société et le monde depuis plus de 50 ans auraient dû aboutir à la liquidation du "modèle" social déjà fort imparfait issu du rapport entre les classes après la Seconde Guerre mondiale.

On a du mal à imaginer comment aurait dû se solder autrement "la fin des ères agricole et industrielle et l'entrée dans l'économie des services", peut-être par une accélération de la liquidation des petites exploitations agricoles au profit de trusts agro-alimentaires ou d'institutions financières, idem pour l'industrie déclarée non compétitive ou soumise à la même législation qu'en Chine, en Corée du Sud ou au Japon par exemple, il doit estimer la désindustrialisation trop lente ou tardive ; que dire des services, qui auraient dû s'adapter à la société avant même que les technologies et les besoins qui leur serviraient de support ne voient le jour, une aberration ; l'allongement des durées de vie aurait dû entraîner immédiatement le report de l'âge de départ à la retraite, ainsi en 2013 il serait porté à 70 ans ou plus, ou mieux encore, la notion de retraite aurait totalement disparu ; la scolarisation de masse, en fait l'école publique et gratuite devait devenir infailliblement un poids insupportable pour l'Etat, la société, le contribuable qu'est Le Boucher, il fallait donc privatiser plus tôt l'école, les universités, ajoutons les hôpitaux, etc. ; Mai 68 et l'individualisme ne se sont malheureusement pas traduits dans la tête des travailleurs par la remise

en cause de leurs acquis sociaux et politiques à caractère collectif, par leur adhésion massive à l'idéologie monstrueuse que prône ce furieux réactionnaire ; quant à l'explosion des nouvelles technologies, je me demande quel autre usage nous aurions dû en faire, au détriment de quoi et jusqu'où elles auraient dû envahir davantage notre quotidien, à moins qu'il ne regrette que la société de consommation ne soit pas encore suffisamment développée, ou que trop tardivement une part grandissante de la population en est arrivée à acheter et jeter des marchandises pouvant encore servir.

Tout cela il le dit à sa manière plus loin, en reprochant au PS d'être dans le "déli" et de refuser "de définir une fois pour toute sa politique économique, de rebâtir son Etat providence, de moderniser son système éducatif, de maintenir ses valeurs égalitaires autrement que par une rhétorique vide", qu'il accuse de vouloir "revenir au «fordisme» des années 1960, bons salaires, emplois garantis, chefs d'entreprise sommés d'être patriotes", reconnaissant toutefois à Hollande le mérite de "n'est pas si simpliste" que la "très grande majorité du parti de Harlem Désir et Martine Aubry", ce qu'on ne démentira pas.

Il reproche ensuite à Hollande d'"avoir cédé à la démagogie anti-riches des Français, s'est mis dans une situation désastreuse", pour s'être "coupé avec cette fameuse élite mondialisée, mais bien au-delà d'elle avec une grande partie du monde des affaires", devant laquelle l'auteur de cet article se prosterne, quel drame !

Mais à tout drame sa solution, l'ultra libéralisme à l'américaine, permettre aux riches de s'enrichir indéfiniment : "La seule bonne solution est désormais d'engager, dans la clarté, une grande réforme fiscale qui soit adaptée à l'Europe et à la mondialisation. Et d'expliquer qu'il vaut mieux accepter des enrichissements en échange d'un code des impôts plus juste parce que d'abord plus efficace. Mieux vaut des riches taxés de façon plus modérée que plus de riches du tout", dommage, quel bon débarras ce serait ! Le Boucher craindrait-il dans ce cas-là de se retrouver au chômage ? Ces gens-là ont décidément un sens de la justice et de l'efficacité redoutable... pour leurs malheureuses et nombreuses victimes. Ce qui serait "juste", ce serait qu'il y ait plus de riches... et plus de pauvres, ainsi l'équité serait respectée ! Il paraîtrait que Marie Ségolène Royal serait de retour prochainement (au gouvernement), cela tombe à pic, il n'y a pas si longtemps elle ne pouvait sortir trois mots sans que le mot "juste" y soit mêlé.

Mais alors qui va casquer à la place des parasites qui disposeront de leur richesse à leur gré ? Devinez ? "Il va en aller de même des retraites". Comment ? En remettant "à plat l'ensemble des régimes et de passer, au plus vite, à une retraite par points «à la suédoise». Cette solution est la seule qui offre un équilibre automatique (le point est valorisé en fonction de la croissance donc des rentrées) et ouvre la porte aux choix individuels de partir tôt ou tard", et comme la croissance (hypothétique) sera inférieure à l'inflation, en fait de choix, vous serez obligé de partir à la retraite plus tard si vous n'êtes pas mort d'épuisement entre temps !

Pour ceux qui n'auraient pas compris qu'il s'agit d'un programme de guerre contre la classe ouvrière, il termine ainsi :

"Il en est de toutes les réformes. Le bricolage d'adaptation, le mode défensif depuis 1960, le gouvernement par les symboles, sont à bout de souffle. Il faut passer au mode offensif et explicite: quels sont les buts pour la France de 2020? Quels sont, sans tabou, les moyens? Et s'expliquer, s'expliquer, s'expliquer...".

C'est ce que l'on s'efforce de faire dans ce portail, en vain jusqu'à présent. Peut-être que monsieur Le Boucher et ses amis auront plus de succès que moi, hélas !

Eux ils ont compris que pour faire passer leur politique infâme ils se devaient de l'expliquer inlassablement aux masses sous toutes les coutures, qu'ils leur fallait occuper ce terrain. Alors que nous, nous en sommes encore au stade des slogans, des arguments à l'emporte-pièce, des grands discours dogmatiques quand nous ne nous contentons pas de commenter l'actualité sans rien apporter aux travailleurs au-delà de ce qu'ils savent déjà, en fait, nous nous époumonons à dénoncer ce qu'ils ne veulent plus, sans être capables de les aider à savoir ce qu'ils veulent, cela ne sert strictement à rien ou presque direz-vous, je vous laisse y réfléchir tranquillement.

L'oligarchie financière et capitaliste représente environ 1% de la population, dont profitent également une large partie du patronat, population à laquelle elle impose sa politique réactionnaire.

Les militants (et non les adhérents) des syndicats doivent représenter 1% des travailleurs de ce pays, si l'on considère que pour la plupart d'entre eux ce sont les mêmes qui militent dans les syndicats et les partis ouvriers, en réalité beaucoup moins.

Tandis que le camp de la réaction fait bloc contre le prolétariat, notre discours ne devrait s'adresser qu'au 1% de militants des différents partis et syndicats laissant de côté 99% des travailleurs, cherchez l'erreur ! Répétons-le, martelons-le, persister dans cette voie ne peut conduire qu'aux pires défaites.